

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 ST ETIENNE

ST ETIENNE, le 13/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CEMEX GRANULATS RHONE MEDITERRANEE

Lieux-dits « Les Chalinats » et « Les Littes »
42600 MAGNEUX HAUTE RIVE

Références : UID4243-MEA-023-0332

Code AIOT : 0006112376

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/10/2023 dans l'établissement CEMEX GRANULATS RHONE MEDITERRANEE implanté lieux-dits « Les Chalinats » et « Les Littes » 42600 Magneux-Haute-Rive. L'inspection a été annoncée le 03/10/2023. Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une plainte déposée auprès de monsieur le préfet de Montbrison, portant sur les impacts sur la ressource en eau de la société CEMEX exploitante de 2 carrières dont une située sur la commune de Magneux-haute-rive.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CEMEX GRANULATS RHONE MEDITERRANEE
- Les Chalinats Les Littes 42600 Magneux-Haute-Rive
- Code AIOT : 0006112376
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière à ciel ouvert de sables et graviers sise aux lieux-dits "Les Chalinats" et "Les Littes sur la commune de Magneux-Haute-Rive, a été créée en 2014 et est exploitée par la société CEMEX Granulats Rhône Méditerranée.

Cette carrière a fait l'objet d'un arrêté préfectoral d'autorisation (APA) en date du 19/08/2014 pour une durée de 10 ans avec une capacité de production maximale de 280 000 tonnes par an et une production moyenne annuelle de 250 000 tonnes. Une demande de prolongation est en cours d'instruction.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- le suivi des eaux souterraines, du plan d'eau et des milieux.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Prévention des pollutions, nuisances et risques	Arrêté Préfectoral du 19/08/2014, article 32.2	/	Sans objet
4	Prévention des pollutions, nuisances et risques	Arrêté Préfectoral du 19/08/2014, article 32.3	/	Sans objet
5	Prévention des pollutions, nuisances et risques	Arrêté Préfectoral du 19/08/2014, article 32.4	/	Sans objet
6	Prévention des pollutions, nuisances et risques	Arrêté Préfectoral du 19/08/2014, article 32.5	/	Sans objet
7	Milieu	Arrêté Préfectoral du 19/08/2014, article 26.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Autorisation	Arrêté Préfectoral du 19/08/2014, article 1	/	Sans objet
2	Prévention des pollutions, nuisances et risques	Arrêté Préfectoral du 19/08/2014, article 32.1 II	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant est tenu, dans le cadre de l'exploitation et du suivi des eaux souterraines, du plan d'eau et des milieux, **dans les délais** impartis fixés dans le rapport, de présenter ses observations et transmettre à l'inspection des installations classées par courrier ou courriel, les justificatifs correspondants (selon les cas : commandes, services faits, étude, analyses, photos, etc.).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/08/2014, article 1
Thème(s) : Autre, Activités ICPE
Prescription contrôlée : (...) L'autorisation porte sur les activités au titre de la loi sur l'eau - Création de puits en vue d'effectuer un prélèvement temporaire: rubrique 1.1.1.0 - Prélèvement dans la nappe d'accompagnement d'un cours d'eau: rubriques 1.2.2.0 (150 m ³ /h) - Rejet dans les eaux douces superficielles susceptibles de modifier le régime des eaux: rubrique 2.2.1.0 (1500 m ³ /j) - Création d'ouvrage pour la surveillance des eaux souterraines: 1.1.1.0 (Piézomètres)
Constats : Les eaux de nappe sont pompées pour permettre l'extraction des matériaux alluvionnaires puis rejetées dans l'Aillot sans traitement. Lors de la visite il a été constaté l'absence de pompage de l'eau dans la nappe d'extraction. Pour autant, l'exploitant a déclaré dans sa transmission du 30/05/2023, que les quantités d'eau prélevées dans la nappe pour 2021 étaient de 61 500 m ³ et pour 2022 de 75 900 m ³ . Cependant, aucun détail journalier n'a été fourni permettant de s'assurer du respect du prélèvement journalier de 150 m ³ /h maximum. L'exploitant a déclaré la présence d'une pompe de 150 m ³ /h bridée à 140 m ³ /h.
Observations : L'exploitant devra transmettre les éléments afin de s'assurer du volume pompé journalièrement pendant les périodes concernées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet
Délai : 1 mois

N° 2 : Prévention des pollutions, nuisances et risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/08/2014, article 32.1 II
Thème(s) : Autre, Prévention des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : (...) II - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes - 100 % de la capacité du plus grand réservoir; - 50 % de la capacité des réservoirs associés.

<p>Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 200 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1000 litres. (...)</p>
<p>Constats : Lors de la visite il a été constaté : I – qu'aucun ravitaillement en carburant de l'engin présent sur le site n'était en cours. II – l'absence de stockage de liquides susceptibles de polluer les eaux sur le site.</p> <p>Les ravitaillements sont effectués sur l'aire étanche de la carrière de Chambéon.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Prévention des pollutions, nuisances et risques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/08/2014, article 32.2</p>
<p>Thème(s) : Autre, Rejets d'eau milieu naturel</p>
<p>Prescription contrôlée : Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> • le pH est compris entre 5,5 et 8,5 • la température est inférieure à 30° C • les matières en suspensions totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NFT 90 105) • la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NFT 90 101) • les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NFT 90 114). <p>Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon constitué, soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure.</p> <p>Les prélèvements permettant la vérification du respect des valeurs limites seront effectués à minima tous les trimestres.</p>
<p>Constats : Lors de la visite il a été constaté : - l'absence de canalisation des eaux pluviales de ruissellement de la piste chargées en fines, allant du site de Chambéon au site de Magneux-Haute-Rive et le rejet de celles-ci directement dans le cours d'eau de l'Aillot via des « saignées » effectuées sur le bord droit de la piste. - l'absence de pompage dans la nappe le jour de l'inspection. Seule une canalisation souple est présente depuis la zone d'extraction jusqu'au fossé le long de la piste, lui-même rejoignant le cours d'eau Aillot.</p>
<p>Observations : L'exploitant devra - <u>mettre en place des moyens permettant de canaliser, de traiter les eaux de ruissellement de la piste et de s'assurer par prélèvement que celles-ci respectent les valeurs limites de rejet de l'article visé</u>, notamment en MES, DCO et hydrocarbures. - transmettre à l'inspection les résultats des prélèvements effectués au cours de 2022 et 2023 comme prévu à l'article visé.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>
<p>Délai : 1 mois</p>

N° 4 : Prévention des pollutions, nuisances et risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/08/2014, article 32.3
Thème(s) : Autre, Surveillance de la nappe
Prescription contrôlée : Les piézomètres mis en place feront l'objet de tournées synchrones périodiques pour déterminer l'éventuelle évolution de l'ensemble du système aquifère. Les relevés piézométriques seront réalisés a minima tous les trimestres pour les paramètres suivants : niveau de l'eau, température, pH. On relèvera simultanément le niveau de l'eau dans le plan d'eau. Les paramètres suivants feront l'objet d'un contrôle qualitatif semestriel : <ul style="list-style-type: none">▪ pH, oxygène dissous, conductivité, température,▪ sulfates (SO4), Fer total (Fe), Manganèse (Mn), Aluminium (Al)▪ chlorures, fluorures, indice phénols• demande chimique en oxygène (DCO), Matières en suspension (MES), Carbone Organique Total (COT)• BTEX (Benzène, Toluène, Ethylbenzène et Xylène)• métaux lourds (As, Ba, Cd, Cr total, Cu, Hg, Mo, Ni, Pb, Sb, Se, Zn)• COHV• hydrocarbures totaux.• PCB, HAP,▪ nitrates Sauf impossibilité technique dûment justifiée ou mention contraire précisée dans le présent arrêté, les analyses sont pratiquées selon les normes de référence prévues par l'arrêté ministériel du 07 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE ou par tout texte ultérieur s'y substituant.
Constats : Le suivi piézométrique transmis par l'exploitant en date du 30/05/2023, concernant les piézomètres des 2 carrières CEMEX situées sur les communes de Chambéon et de Magneux-Haute-Rive, fait apparaître: <ul style="list-style-type: none">- une renumérotation des piézomètres de suivi de la carrière de Magneux-Haute-Rive à l'exception de PZ13 et PZ15 comme suit: PZ16 (ex PZ14), les PZ de contrôle de l'Ecopôle avec PZ 20 (ex PZ A), PZ 21 (ex PZB) et PZ 22 (ex PZ C),- un suivi du niveau de la nappe au niveau des piézomètres précités tous les mois, voir tous les 2 mois, en 2021 et 2022,- l'absence de données sur le suivi trimestriel de la température et du pH au niveau des piézomètres et du niveau du plan d'eau;- l'absence de document attestant de la réalisation de tournées synchrones périodiques sur l'ensemble du système aquifère (plans d'eau et piézomètres) afin de vérifier d'éventuelles variations.- l'absence de transmission des résultats de la surveillance semestrielle de la nappe pour les paramètres chimiques visés ci-dessus.
Observations : L'exploitant transmettra à l'inspection l'ensemble des résultats quantitatifs des suivis trimestriels et semestriels des eaux souterraines et du plan d'eau comme exigées à l'article 32.3.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet
Délai: 1 mois

N° 5 : Prévention des pollutions, nuisances et risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/08/2014, article 32.4
Thème(s) : Autre, Surveillance du ruisseau " l'Aillot"
Prescription contrôlée : (...) Le suivi de milieu du ruisseau l'Aillot doit être effectué au moins à partir de deux stations, dont une située en amont de la limite sud de l'exploitation hors zone d'influence piézométrique et l'autre en aval de la limite nord et du rejet de pompage. Chacune de ces stations devra permettre d'effectuer, avec une fréquence minimale trimestrielle, conjointement : <ul style="list-style-type: none">- des mesures de débit- des analyses physico-chimiques portant sur les paramètres suivants :<ul style="list-style-type: none">• température• carbone organique dissous (COD, mg/l)• pH, ammonium (NH₄⁺, mg/l)• oxygène dissous (O₂, mg/l), nitrates (NO₃⁻, mg/l), nitrites (NO₂⁻, mg/l)• taux de saturation en O₂ (%SAT)• conductivité (S/cm), azote Kjeldahl (NKJ, mg/l)• demande biologique en oxygène (DBO₅, mg/l)• phosphore total (Pt, mg/l)• matières en suspension (MES, mg/l), orthophosphates (PO₄³⁻, mg/l)- des analyses hydrobiologiques (selon protocole IBG DCE) à raison de 2 par an, respectivement en période de basses eaux et de hautes eaux. En fonction des résultats obtenus, le nombre et l'emplacement des points de mesure et la fréquence des mesures pourront être revus en accord avec l'inspection des installations classées
Constats : Comme prévu à l'article visé, l'exploitant transmettra à l'inspection les résultats des suivis trimestriels (débit, paramètres physico-chimique et hydrobiologiques) de l'Aillot effectués en 2022 et en 2023 au niveau des stations amont et aval du cours d'eau.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet
Délai : 1 mois

N° 6 : Prévention des pollutions, nuisances et risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/08/2014, article 32.5
Thème(s) : Autre, Surveillance de la qualité du plan d'eau
Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre un suivi de la qualité des plans d'eau et procède, deux fois par an, une fois en période estivale et une fois hors période estivale, sur les plans d'eau, aux analyses des paramètres cités au § 32.3. Les prélèvements sont effectués à la verticale du secteur de plus grande profondeur en surface et au fond.

Constats : Comme prévu à l'article visé, l'exploitant transmettra à l'inspection, sous 1 mois, les résultats du suivi de la qualité des eaux du plan d'eau effectués en 2022 et 2023, comme demandé dans le présent article.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet
Délai : 1 mois

N° 7 : Milieu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/08/2014, article 26.1
Thème(s) : Autre, Suivi du site Natura 2000 de l'Ecopole du Forez
<p>Prescription contrôlée : Les sites (exploitation et Ecopole du Forez) feront l'objet d'un suivi scientifique, par un organisme compétent, qui aura pour vocation :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le suivi de l'avifaune, • le suivi des travaux de réaménagement (plantations, aménagement des parcelles agricoles), • l'audit et le suivi des mesures de réduction des impacts sur le site Natura 2000 de l'Ecopole du Forez (restauration des ouvrages de gestion des niveaux d'eau connectant le plan d'eau Faure à la Loire, installation d'un ouvrage de gestion du niveau d'eau permettant l'alimentation du Gourd Jaune à partir du fleuve Loire, restauration et ajustement du niveau topographique des hauts-fonds, contrôle des plantes exotiques envahissantes dans les plans d'eau), • l'audit et le suivi des mesures d'accompagnement (gestion conservatoire de l'habitat de laîches à épis noirs, acquisition et reprise des berges ouest du plan d'eau Balbuzard 1, mise en place d'un fond de gestion conservatoire centré sur la restauration écologique de milieux sensibles, mise en place de radeaux de nidification pour sternes et de radeaux pour la guiffette moustac, mise en place de plateforme à balbuzards), • la vérification de la mise en place des mesures de suivi. <p>L'exploitant établira un rapport annuel relatif à ce suivi sous forme dématérialisée et papier qui sera communiqué à l'inspection des installations classées, à la direction départementale des territoires et mis à disposition du maire de la commune. Toute anomalie devra être signalée à l'inspection des installations classées et devra faire l'objet de mesures correctives.</p> <p>(...)</p>
<p>Constats : Il est constaté aucune transmission des suivis scientifique trimestriels concernant l'Ecopole et le site Natura 2000.</p>
<p>Observations : L'exploitant transmettra à l'inspection l'ensemble des résultats des suivis annuels pour 2021, 2022 et 2023 des milieux comme exigées à l'article 26.1 de l'APA du 19/08/2014.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet
Délai : 1 mois